

## IL REVENDIQUE LA PROMULGATION DU STATUT DU PRATICIEN

## Le SNPSP perturbera la rentrée sociale

**Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) n'en démord pas. Il réitère ses revendications relatives au statut, au régime indemnitaire et à l'ouverture d'un véritable débat avec la tutelle. Un plan d'action a été élaboré : dès le mois de juillet, des sit-in seront organisés. La protestation ira crescendo dès la rentrée sociale avec des grèves et autres actions concertées avec les syndicats du secteur.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**  
- Conforté par les résolutions du cinquième congrès qui a reconduit la plate-forme de revendications, le D<sup>r</sup> Merabet, président du SNPSP, compte maintenir la pression sur la tutelle. Le plan d'action avalisé par les congressistes prévoit de renouer avec la contestation.

Des assemblées générales se tiendront au niveau des wilayas pour arrêter la forme que prendra la contestation. Une chose est sûre, assure le président du SNPSP, elle sera mieux organisée.

A l'origine de cette détermination, l'entêtement de la tutelle à ne pas ouvrir le dialogue avec les partenaires sociaux. Le département de Saïd Barkat ne considère,

en effet, pas le syndicat autonome comme un interlocuteur et ne daigne «dialoguer» qu'en cas de crise ou pour justement éviter le recours au débrayage.

Pourtant, le SNPSP a des choses à dire. Il continue de se battre pour l'aboutissement du statut qui reste otage des tergiversations du ministère de la Santé.

La copie élaborée en concertation avec les syndicalistes est pourtant bel et bien au niveau du ministère de la Santé. Ce dernier est censé défendre les propositions faites par les concernés mais c'est loin d'être le cas, notamment pour la classification



Les praticiens renouent avec la protesta.

des médecins, des dentistes et des pharmaciens. Même combat pour le régime indemnitaire qui ne semble pas faire partie des

priorités du ministère de la Santé, sans compter les nombreuses entraves à l'exercice syndical. Selon le D<sup>r</sup> Merabet qui animait hier une conférence de presse, plusieurs cas d'atteinte à la liberté syndicale ont été signalés à la tutelle qui est en possession de dossiers avec preuve à l'appui mais sans pour autant prendre une quelconque mesure. Ce qui a amené le président du SNPSP à se demander quel genre de dialogue veut mettre en place le département de Saïd Barkat. «Nous ignorons s'il existe une vraie volonté de discuter. Si c'est le cas, les contours de cette politique restent très flous. Le discours est très ambivalent. Il semblerait même que le ministre se fait un point d'honneur à ne pas discuter avec notre syndicat.» Une situation qui perdure depuis plusieurs années et qui va vers un inévitable pourrissement.

N. I.

## POUR SOUTENIR AHMED ROUADJIA

## Une délégation du Cnes espère être reçue par Harraoubia

**La communauté universitaire poursuit sa mobilisation pour la réhabilitation du D<sup>r</sup> Ahmed Rouadja.**

En signe de soutien à l'enseignant universitaire, la coordination nationale des sections du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) a décidé d'envoyer, demain dimanche, une délégation au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Une pétition a aussi été lancée précédemment en vue d'exiger la réhabilitation de Rouadja, enseignant-chercheur à l'Université de M'sila. Le Cnes dit ainsi dénoncer, encore une fois, «l'autoritarisme et l'arbitraire au sein

de l'Université algérienne.» La coordination espère ainsi être reçue par le ministre «afin de lui demander en tant que premier responsable du secteur de la tutelle de prendre les mesures qui s'imposent pour abolir l'autoritarisme et l'arbitraire et réhabiliter les enseignants indûment sanctionnés». La Coordination explique dans un communiqué que son objectif est d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la gestion désastreuse de certains établissements universitaires.

«Ce type de gestion, outre le fait qu'il installe l'Université dans une instabilité chronique, ne peut que faire fuir les enseignants et hypothéquer largement les chances de voir l'Université algérienne être à la hauteur des enjeux de ce

millénaire.» souligne le communiqué du Cnes. «La Coordination a décidé de donner une image réelle et objective de l'Université algérienne à travers le livre blanc qu'elle a décidé d'élaborer afin que nul ne puisse dire je ne savais pas», annoncent les membres de la Coordination du Cnes.

Un appel est aussi lancé à tous les enseignants universitaires pour signer la pétition et réhabiliter leur confrère, Rouadja.

Pour rappel, ce dernier suite à une publication parue dans le quotidien *El Watan* le 10 mai 2008, a été l'objet d'une plainte déposée par le recteur de l'Université de M'sila pour diffamation. Il a aussi été suspendu de ses fonctions et son salaire a été bloqué. **Synthèse F.-Z. B.**

## PRISE EN CHARGE DES ASTHMATIQUES

## Comment leur assurer une vie normale

**Diagnostic, traitement et prévention des maladies respiratoires chroniques, ce sont les différents thèmes abordés au deuxième Congrès euro-africain d'asthmologie, d'allergologie et d'immunologie clinique. Les participants ont interpellé le ministre de la Santé pour une mise en place d'un programme national de formation obligatoire pour les médecins, ainsi que pour une prise en charge de l'asthme et des maladies allergiques.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Pathologie chronique et très fréquente, l'asthme touche un million de personnes par an en Algérie. C'est au deuxième Congrès euro-africain d'asthmologie, d'allergologie et d'immunologie clinique, tenu à Alger le week-end dernier, que cette maladie a été débattue. Un bon traitement assurera forcément une vie «normale» pour ces malades, selon les participants. Cela dit, une bonne prise en charge de l'asthmatique,

notamment son contrôle continu, constitue une «obligation». «Aujourd'hui, avec les recommandations du programme international Global Initiative for Asthma (Gina) insistant sur le contrôle de l'évolution de la pathologie, on permet aux malades de vivre normalement», a soutenu le professeur Douaghi, chef de service de pneumo-allergologie au CHU de Beni Messous et président du congrès.

Le programme en question exige du médecin traitant d'examiner attentivement son malade, et l'interroger entre deux consultations pour s'assurer que le patient n'a pas fait des crises d'asthme entre-temps.

Le médecin doit également s'intéresser à la charge thérapeutique pour savoir ce que le patient a pris comme médicaments entre deux consultations. Il doit, en outre, établir un score fonctionnel en mesurant le souffle du malade par un DEP (débit d'expiration de pointe). Pour que ces recommandations soient respectées, l'intervenant plaide pour la mise en place d'un programme national de formation médicale continue obligatoire en direction de tous les médecins.

Le P<sup>r</sup> Douaghi a appelé, en outre, le ministère de la Santé, de la popu-

lation et de la réforme hospitalière à la mise en place d'un autre programme de prise en charge de l'asthme et des maladies allergiques.

Par ailleurs, si l'Algérie n'a pas un déficit en matière de médicament elle doit, selon le professeur Douaghi, faire des efforts en matière de couverture sociale. «L'Algérie possède tous les médicaments de prise en charge de la maladie, y compris les plus récents, mais ça ne profite pas à l'ensemble des

malades à cause de leurs prix, excessivement chers» regrette ce dernier. Le professeur a également relevé le manque de médecins spécialistes. Tout en encourageant la politique interdisant aux généralistes de prescrire les médicaments à ces malades, l'intervenant a précisé que le générique représente seulement un taux de 14 à 18% en Algérie contre 43% en Allemagne et 52% en France.

S. A.

## HOMMAGE

## Omar et les autres

Dans notre métier, il y a aussi des artistes. Des ciseleurs de colonnes, maîtrisant l'art de charpenter les pages. On les appelait secrétaires de rédaction. A l'époque du marbre où s'entassaient les gabarits en plomb, la moindre erreur de calcul des signes ou de calibrage des photos pouvait être fatale ; l'ordinateur n'était pas là pour sauver la situation !

Oui, Omar Zeghnoun, qui vient de nous quitter dans l'anonymat total, était un grand artiste de la maquette journalistique, à l'époque de la typographie. Il avait signé la «Une» d'*El Moudjahid* durant de longues années.

Nous avons oublié Omar et tant d'autres aussi, emportés que nous sommes par les crues dévastatrices de l'indifférence. Nous pouvons nous rattraper avec ceux qui sont encore en vie.

Ce sont nos prédécesseurs. Nos maîtres. Ils méritent mille hommages.

**Farahmaamar@yahoo.fr**

**P.S. : Pas de «grande harba» cette semaine, pour cause de «petite harba»**

**ALI EL-GHOUL,  
NOUVEAU  
SG DE LA BADR :  
«Nous revendiquerons  
l'ouverture des  
négociations  
salariales»**

«Nous revendiquerons l'ouverture de nouvelles négociations salariales». C'est ce qu'a indiqué M. Ali El-Ghoul, le nouveau secrétaire général du syndicat d'entreprise de la Badr, quelques minutes après avoir été élu par les participants à la quatrième conférence de l'entreprise.

Les travaux de ce rendez-vous qui ont eu lieu avant-hier à Bordj-El-Kiffan ont été marqués par l'élection d'un conseil national de 45 personnes et l'élaboration d'une feuille de route pour les trois prochaines années.

En présence du P-dg de la banque, M. Djebbar, le nouveau secrétaire général du syndicat d'entreprise de la Badr a indiqué que «beaucoup de travail attend la nouvelle équipe et que, prochainement, une réunion sera organisée avec l'employeur pour présenter la plate-forme de revendications».

Jouissant d'un capital expérience considérable, M. El-Ghoul compte «donner à la revendication au sein de l'entreprise un nouveau souffle et permettre ainsi aux 5000 fonctionnaires de la banque de profiter de la bonne santé financière de l'institution».

**Abder B.**